



Menace de sanctions américaines contre les dirigeants russes : la Russie va-t-elle s'imposer ?

Par [Karine Bechet-Golovko](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Mondialisation.ca, 17 janvier 2022

[Russie politics](#) 14 janvier 2022

Alors que se termine dans un vide attendu la « semaine diplomatique » initiée par la Russie pour tenter de trouver une sortie de crise politique avec les Etats-Unis et les organes de gouvernance globale, qui lui sont affiliés, le Sénat américain, soutenu par la Maison Blanche prépare un nouveau paquet de sanctions, équivalent à une rupture des relations entre les pays, conséquence à laquelle doivent s'attendre les Etats-Unis si le texte est validé. En effet, comment discuter avec un pays qui décide de sanctionner un Président, un Premier ministre, des ministres, etc.? La diplomatie, pour être efficace exige de la culte politique, ce dont manifestement les élites globalistes sont dépourvues. Dans ce cas, il ne reste que le rapport de force – ou la reddition.

Cette « semaine diplomatique » n'a permis qu'une seule chose : ôter tout doute quant à l'incapacité et à l'absence de volonté des Etats-Unis, et des structures qui leur sont affiliées, de parvenir à un équilibre géopolitique, reconnaissant à la Russie, comme tout pays souverain, le droit d'avoir des intérêts propres et de les prendre en compte.

En proposant l'intégration de nouveaux pays dans l'OTAN, comme la Finlande et la Suède, V. [Nuland](#) provoque la Russie, cherchant à ridiculiser ses tentatives de sortie de crise, cherchant à la rabaisser en lui niant le droit d'avoir des exigences internationales – n'ayant pas les moyens de les faire respecter. Elle oppose le rapport de force brute à la diplomatie, elle nie la diplomatie. Cela se passe, alors qu'elle fait pression, avec la Maison Blanche, pour que des sanctions sans précédent soient adoptées contre les dirigeants russes, les grandes banques, etc. Sans oublier les déclarations officielles américaines concernant le refus de retirer ou réduire les forces militaires américaines en Pologne ou dans les pays Baltes ; ne parlons même pas de l'Ukraine ou du lancement de grandes manoeuvre en Norvège par l'OTAN à la fin de ces « négociations ».

Cette semaine, avec une violence inouïe, les Etats-Unis ont voulu pulvériser la tentative russe de reprendre la main sur l'ordre du jour international, lui déniaient ainsi le droit de se permettre ce genre d'initiative. Sur le fond, la réponse apportée aux propositions russes d'équilibre des forces est claire : *nous n'avons aucune raison de limiter nos forces puisque nous ne reconnaissons pas votre force, donc nous ne le ferons pas, nous lutterons jusqu'à la victoire totale, jusqu'à ce que le monde soit enfin complètement global – c'est-à-dire nôtre.*

Mais pour cela, les Etats-Unis ne sont pas prêts à une guerre traditionnelle, qu'ils remplacent par l'instrumentalisation des pays tiers et des conflits aux frontières russes, par l'imposition du calendrier covidien qui permet de déstabiliser les économies et les sociétés tout en fracturant la légitimité des pouvoirs nationaux et enfin par les sanctions. Mais c'est

quand même une guerre :

[Menendez](#) said the legislation sends a clear message to Russia: “Putin need not collapse his entire economy nor does he need to sacrifice the lives of his own people in a futile attempt to rewrite the map of Europe.”

Menendez a déclaré que la législation envoie un message clair à la Russie : « Poutine n’a pas besoin d’effondrer toute son économie ni de sacrifier la vie de son propre peuple dans une tentative futile de réécrire la carte de l’Europe. » (DeepL.com/Translator)

Le Sénat américains, sous l’impulsion des Démocrates, met en place un paquet de sanctions inédites selon le [Washington Post](#) :

The legislation, obtained by The Washington Post in advance of its release, would impose sweeping sanctions on top Russian military and government officials, including Putin and other leaders, as well as key banking institutions, if Moscow engages in hostilities against Ukraine. It would also target companies in Russia that offer secure messaging systems such as SWIFT, which banks use to exchange key information with other financial institutions.

Le projet de loi, obtenu par le Washington Post avant sa publication, imposerait des sanctions radicales aux hauts responsables militaires et gouvernementaux russes, y compris Poutine et d’autres dirigeants, ainsi qu’aux principales institutions bancaires, si Moscou s’engage dans des hostilités contre l’Ukraine. Elle viserait également les entreprises russes qui proposent des systèmes de messagerie sécurisée tels que SWIFT, que les banques utilisent pour échanger des informations essentielles avec d’autres institutions financières. (Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](#))

[Concrètement](#), en cas d’invasion de l’Ukraine, mais aussi d’une escalade militaire significative dirigée vers une tentative de renversement du régime ou d’atteinte à l’intégrité territoriale, le Président américain pourra activer les sanctions suivantes :

- il sera possible de ***bloquer les biens accessibles au pouvoir américain et d’interdire l’accès au territoire américain du Président russe, du Premier ministre, du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Défense, du chef de l’état-major russe*** et d’autres officiers supérieurs du commandement ;
- trois banques au moins tomberont sous sanction parmi Saberbank, VTB, Gazprombank, VEB RF, RFPI, Banque de crédit de Moscou, Alfa-Bank, Credit agricole russe, Bank Otkrytie, Promsviazbank, Sovcombank, Transkapitalbank ;
- les Américains n’auront pas le droit de réaliser des opérations financières avec la dette publique russe et les titres de créance des entreprises publiques russes ;
- il sera établi une liste de sanctions contre les personnes physiques et morales exerçant dans le domaine du pétrole, du gaz et du charbon, de l’extraction et de la transformation des minéraux et d’autres industries ;
- toutes les possibilités d’empêcher la mise en service de Nord Stream 2 seront envisagées.

Par ailleurs, un chapitre spécial du projet de loi est consacré à l’augmentation de l’aide

militaire apportée à l'Ukraine et en Europe à la « lutte contre la Russie ». Ceci souligne l'absurdité des déclarations à la mode affirmant que les USA se retirent d'Europe, que leurs intérêts stratégiques sont redirigés vers l'Orient, que l'Europe n'est plus à l'heure du jour.

Le [Kremlin](#) a déclaré que si un tel texte est adopté, cela sera équivalent à une rupture des relations entre les pays. La Russie, à diverses occasions ces derniers temps, et les occasions n'ont pas manqué, a réitéré ce type de déclarations : nous allons arrêter de discuter pour discuter, nous allons prendre d'autres types de mesures, nous allons rompre les relations si ceci ou si cela. Le fameux « si » s'est concrétisé, que ce texte soit adopté ou non, puisque les propositions de normalisation des relations adressées par la Russie se sont vues opposer une fin de non-recevoir.

Et il n'y a aucune raison pour laquelle les Etats-Unis devraient faire marche arrière : c'est leur projet globaliste qui est en jeu, c'est leur vision d'un monde dont il sont le seul et unique centre de pouvoir qui se décide. La Russie, comme pays même relativement souverain, n'y a pas sa place. Et la Russie, comme pays, ne peut pas exister autrement que sur le mode de la souveraineté, sinon elle implose.

Le temps est venu de montrer si ces déclarations des élites russes dirigeantes ne sont que de la communication pour toujours reporter le moment de la décision, espérant qu'un *Deus ex Machina* descende de Youtube pour sauver la situation, ou s'ils ont la carrure adaptée à un pays qui mérite d'être une contre-puissance dans cette folie globaliste destructrice. Leur marge de manoeuvre est extrêmement réduite, s'ils veulent non pas eux personnellement être pris au sérieux (ce qui est à peine secondaire dans ce jeu), mais s'ils veulent que la Russie, comme joueur international et comme pilier civilisationnel, ait sa place.

Karine Becher-Golovko

La source originale de cet article est [Russie politics](#)
Copyright © [Karine Bechet-Golovko](#), [Russie politics](#), 2022

Articles Par : [Karine Bechet-Golovko](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca